

## La corruption ne passera pas par nous !



Le combat de Transparency International

S'il existe de nombreux combats louables, celui de l'ONG, Transparency International (TI), a particulièrement attiré mon attention. Et quel combat ! Celui de la transparence et de l'intégrité de la vie publique et économique, un combat contre un fléau, la corruption, qui ravage secteurs privé comme public et dont les victimes sont l'ensemble des citoyens.

TI est en effet la principale organisation de la société civile qui se consacre à cet objectif, en travaillant de concert avec le gouvernement, le secteur privé et la société civile.

TI est un mouvement international créé en 1993, constitué de 90 sections travaillent en réseau à travers le monde. Leur activité est coordonnée par le Secrétariat International de Berlin ainsi que par le Centre de Recherche et d'Innovation de Londres.

TI Hongrie

L'entité hongroise a été créée en 2006. Elle est animée par une équipe jeune, sympathique et très engagée. Péter Tausz, un des responsables de l'équipe, m'explique les activités de cette ONG. Tout d'abord, TI Hongrie a défini ses propres priorités et sa méthodologie, en lien bien évidemment avec les activités et recommandations du réseau. Tout en travaillant avec le gouvernement sur tous les secteurs pouvant toucher à la transparence et l'intégrité, son rôle est d'être à la fois constructif et critique en fournissant des recommandations visant à renforcer les lois et les institutions, permettant de lutter effectivement contre la corruption. C'est une organisation complètement indépendante du pouvoir politique.

Une des priorités de TI pour 2011 est de faire progresser la législation concernant les financements des campagnes politiques ([kepmutatas.hu](http://kepmutatas.hu)). Sujet de taille puisqu'ils estiment que les politiques dépensent 2 à 4 fois trop d'argent dans ces campagnes. TI encourage également les hommes politiques à rendre public leur patrimoine. L'éducation citoyenne ne peut avoir de valeur que si les responsables politiques s'engagent aussi vers plus de transparence. Les différentes affaires de corruption médiatisées, touchant la classe politique, nous démontrent qu'il y a encore du pain sur la planche!

Ne parlons pas du sujet des bakchichs qui reste un mode de fonctionnement des services publics hongrois : dans son baromètre de 2010, l'ONG indique qu'en Hongrie, 20 à 29,9% des personnes interrogées aurait payé un bakchich à un des 9 différents prestataires de services au cours des 12 derniers mois.

Un partenariat avec les entreprises

TI Hongrie a également un rôle actif en direction du secteur privé, également touché par la corruption. Elle a un rôle d'expertise auprès des entreprises privées afin de les accompagner dans la mise en place de systèmes de prévention de la corruption.

Le rapport de 2009 sur la corruption établi par Transparency International relève que pour la Hongrie, 62% des sociétés ont été victimes de «délits d'affaires». Au premier rang, les vols et gestion frauduleuse de fonds (48%), ensuite les délits concernant la propriété intellectuelle (26%), enfin tous les actes de fraude et corruption (17%). Cette étude soulignait qu'en Hongrie, le «marché noir» représente 15 à 18% de l'économie globale du pays. La corruption est également un fait installé dans le cas des appels d'offre. La majorité des entreprises hongroises aujourd'hui sont des PME (99%). Ces PME, souvent caractérisées par de faibles moyens, se

livrent à une corruption de subsistance (emplois illégaux, fraudes fiscales, ...). Viktor Orbán a promis dans son plan Széchenyi d'engager des réformes fiscales et des simplifications administratives favorables à ces PME. On attend encore le détail des ces dispositions.

## TI sensibilise employés et citoyens

TI Hongrie met en place des programmes d'éducation dans les entreprises pour sensibiliser les employés sur les effets néfastes de la corruption qui touchent chacun d'entre eux, et développer des comportements sains dans l'entreprise. Avec d'autres organisations, ils défendent le principe de l'emploi légal. Par ailleurs, tout citoyen (salarié) peut contacter TI s'il décèle un (ou des) cas de corruption dans une entreprise. Ce service est gratuit.

En outre, lors d'une journée nationale anti-corruption le 9 décembre dernier, TI a mis en avant le principe du «whistleblowing» (donner un coup de sifflet). Il s'agit d'un déclenchement d'alerte, par un individu témoin, dans son activité professionnelle, d'actes illicites et qui, par civisme, décide d'alerter les autorités. Ces «whistleblowers» encourent de nombreux risques : perdre leur travail, compromettre leur carrière, leur vie, se retrouver isolés, ... Il faut leur garantir le maximum de protection par la loi. La Hongrie a adopté le 1er avril 2010 une loi dont l'objectif est de protéger les employés qui transmettent des informations portant sur la violation de l'intérêt public. Cette loi devait être accompagné d'un autre acte instituant «l'office de la protection de l'intérêt public» qui n'a jamais été adopté en raison de multiples critiques.

Un autre service citoyen vient d'être mis en ligne par TI ([www.menjtenni.hu](http://www.menjtenni.hu)) qui vise à prévenir des cas typiques de mauvaises conduites repérées dans les différents secteurs de la vie publique. Ce service a pu être mis en ligne grâce à un travail commun avec l'inspection du travail.

## Recommandation pour la présidence hongroise

Aujourd'hui Transparency International participe à un mouvement européen composé de 26 pays, et soutenu par la commission européenne, qui vise l'émergence d'une stratégie unifiée de lutte contre la corruption pour toute l'Europe. C'est pour soutenir cette stratégie que TI Hongrie transmettra une recommandation à Bálint Ódor, Secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires européennes, pendant la présidence hongroise. Il faut souhaiter que cette recommandation aboutisse, malgré

l'agenda chargé de la présidence hongroise, et que cette stratégie commune de lutte contre la corruption soit européenne. La corruption n'est pas une fatalité, c'est ce que TI veut démontrer.

Gwenaëlle Thomas

Transparency International Hongrie

42 Rákóczi u.

Budapest 1072

E-mail : [info@transparency.hu](mailto:info@transparency.hu)

[www.transparency.hu](http://www.transparency.hu)

•  
Catégorie  
Agenda Culturel